

31.03.2026 - 08:00 Uhr

Comment les sanctions de pays tiers pourraient éviter la guerre

Bern (ots) -

La menace de sanctions en cas d'invasion aurait peut-être pu empêcher la guerre en Ukraine. C'est l'hypothèse d'une simulation informatique développée par des chercheuses et chercheurs en sciences économiques et politiques.

L'Europe et les États-Unis auraient-ils pu prévenir la guerre en Ukraine en brandissant plus tôt la menace de sanctions économiques contre la Russie ? La question restera sans doute impossible à trancher définitivement. Mais les sciences économiques permettent d'évaluer la vraisemblance d'une telle issue.

Avec le soutien du Fonds national suisse (FNS), Mathias Thoenig, chercheur de l'Université de Lausanne, a estimé la probabilité qu'un conflit éclate en février 2022. Que se serait-il passé si l'on avait annoncé des sanctions en représailles dès 2021, quand les troupes russes commençaient à se masser aux frontières ukrainiennes ? C'est-à-dire, si l'on avait menacé le Kremlin, de manière crédible, d'appliquer des sanctions en cas d'invasion.

Menée avec Thierry Mayer et Isabelle Méjean de Sciences Po Paris, l'étude suggère qu'une telle annonce, avec des sanctions similaires à celles finalement adoptées après l'invasion - restriction d'accès aux services financiers internationaux, interdictions d'exportation de technologies sensibles ou pénalités visant certaines institutions liées au Kremlin - aurait pu modifier les calculs d'intérêt du pouvoir russe.

Un laboratoire virtuel de la géopolitique

L'analyse (*), diffusée par le Centre for Economic Policy Research (CEPR), repose sur des simulations informatiques de scénarios géopolitiques. Les scientifiques ont mené une " expérience contrefactuelle ", selon les termes de Mathias Thoenig, avec un modèle informatique. Il s'agit de construire un monde virtuel qui sert de point de comparaison avec le monde réel.

" Dans les sciences économiques ou les relations internationales, on ne peut pas toujours mener des expériences contrôlées comme en laboratoire ni créer un groupe de traitement et un groupe témoin, explique le chercheur. La solution, c'est de simuler un monde alternatif. "

Le modèle compare la trajectoire réelle des événements avec un scénario hypothétique, dans lequel des sanctions occidentales auraient été annoncées dès 2021, activées conditionnellement si la Russie décidait d'entrer en guerre. L'objectif est d'évaluer si cette menace aurait pu modifier les calculs stratégiques de la Russie.

Pour effectuer ces simulations, le modèle s'appuie sur deux types de données. D'une part, il comprend des informations historiques sur les conflits internationaux au XX^e siècle. D'autre part, il intègre des données à très haut niveau de détail sur les chaînes de valeur mondiales - soit les réseaux de production et d'échanges qui relient les économies à travers la planète.

Ces données permettent d'estimer les réactions des entreprises, consommateur-rices et gouvernements face à la perspective de ruptures commerciales majeures entraînées par le conflit et les sanctions. Les scientifiques calculent alors comment ces réactions auraient pu influencer la décision politique de recourir - ou non - à la force.

La démarche repose sur une idée ancienne, qui marque depuis plusieurs siècles les théories en diplomatie et en relations internationales : le " doux commerce ". Emise par Montesquieu en 1748, dans son ouvrage *De l'Esprit des Lois*, elle veut que les relations commerciales entre pays réduisent le risque de conflits en augmentant leur coût.

" L'effet naturel du commerce est de porter à la paix. Deux nations qui négocient ensemble deviennent réciproquement dépendantes ", écrivait le philosophe. Ce concept a largement inspiré l'architecture du commerce international après la Seconde Guerre mondiale.

Cesser de commercer, une mesure à double-tranchant

Les sanctions économiques ont précisément pour but d'augmenter le coût de la guerre en tirant parti de l'intégration du commerce mondial, par exemple en privant la Russie d'accès aux moyens de paiement internationaux, en réduisant les débouchés pour ses exportations ou en bloquant ses importations de biens et de services essentiels au bon fonctionnement de son industrie.

Les simulations mettent en lumière un moment clé dans les tensions géopolitiques entre Russie et Ukraine : l'annexion de la Crimée en 2014. À partir de cette date, l'Ukraine a entrepris de réduire sa dépendance commerciale vis-à-vis de la Russie, en réorientant son économie vers l'Europe. Cette stratégie avait pour but de priver Moscou de moyens de pression sur Kiev. De ce point de vue, elle a été couronnée de succès.

Mais ce découplage a entraîné un effet paradoxal. En affaiblissant les liens économiques entre les deux pays, il a également réduit les pertes potentielles que devait essuyer la Russie en entrant en guerre contre l'Ukraine. Dès le début des années 2020, le coût du conflit était relativement limité pour Moscou. C'est précisément pour augmenter ce coût et éviter l'escalade militaire qu'Européens et Américains auraient pu user d'une menace crédible de sanctions sévères, déclenchées en cas d'agression.

Au-delà du cas ukrainien, ces résultats éclairent une évolution plus large de l'économie mondiale. Depuis quelques années, les grandes puissances multiplient les stratégies de découplage économique : relocalisation industrielle, restrictions commerciales, fragmentation des chaînes d'approvisionnement.

Selon Mathias Thoenig, cette tendance pourrait avoir des conséquences géopolitiques imprévues. En réduisant l'interdépendance économique entre pays, elle affaiblit potentiellement l'un des mécanismes qui, historiquement, ont contribué à contenir les conflits. Autrement dit, " à mesure que les économies se séparent, les coûts économiques de la guerre diminuent. Et les risques de confrontation, quant à eux, pourraient augmenter ".

[\(*\) T. Mayer et al.: Can sanctions deter wars? The Russia-Ukraine case. Centre for Economic Policy Research \(2026\)](#)

Le texte de cet actu et de plus amples informations sont disponibles sur le [site Internet](#) du Fonds national suisse.

Contact:

Mathias Thoenig
Université de Lausanne
Faculté des Hautes études commerciales (HEC)
Tél. : +41 21 692 33 93
E-mail : mathias.thoenig@unil.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100002863/100939269> abgerufen werden.